

Convention collective
IDCC : 8435. – COOPÉRATIVES FRUITIÈRES
(Ain, Doubs et Jura)
(29 août 2001)
(Étendue par arrêté du 18 février 2002,
Journal officiel du 24 février 2002)

AVENANT N° 34 DU 7 MARS 2017

NOR : AGRS1797230M
IDCC : 8435

Entre :

Fédération départementale des coopératives laitières de l'Ain
Fédération départementale des coopératives laitières du Doubs
Fédération départementale des coopératives laitières du Jura
Fédération des CUMA de ramassage de lait du Doubs

D'une part, et

UR CFDT de Franche-Comté
UD CFDT de l'agroalimentaire de l'Ain
FNAF CGT
CFE-CGC agroalimentaire

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 34 « Congés pour événements familiaux » est modifié comme suit :

À l'occasion des circonstances de famille indiquées ci-après, les salariés bénéficient, sans condition d'ancienneté, de congés exceptionnels qui ne donnent lieu ni à retenue sur le salaire ni à récupération. La durée de ces congés est de :

- 4 jours ouvrables en cas de mariage du salarié ;
- 4 jours ouvrables en cas de conclusion d'un Pacte civil de solidarité par le salarié ;
- 2 jours ouvrables en cas de mariage d'un enfant du salarié ;
- 3 jours ouvrables en cas de naissance d'un enfant du salarié ou d'adoption d'un enfant par le salarié ;
- 3 jours ouvrables en cas de décès du conjoint du salarié, du partenaire Pacs du salarié ou du concubin du salarié ;
- 5 jours ouvrables en cas de décès d'un enfant du salarié ;
- 3 jours ouvrables en cas de décès de la mère ou du père du salarié ;

- 3 jours ouvrables en cas de décès du beau-père ou de la belle-mère du salarié ;
- 3 jours ouvrables en cas de décès du frère ou de la sœur du salarié ;
- 2 jours ouvrables pour l'annonce de la survenue d'un handicap chez un enfant du salarié.

Après entente entre l'employeur et le bénéficiaire, les 3 jours de congé accordés pour la naissance ou l'adoption d'un enfant peuvent ne pas être consécutifs mais doivent être inclus dans une période de 15 jours précédant ou suivant la date de la naissance ou de l'adoption.

Article 2

Le présent avenant entrera en vigueur le premier jour du trimestre civil suivant la parution de son avis d'extension.

Article 3

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail, un exemplaire du présent avenant sera déposé auprès de l'unité départementale du Doubs, de la DIRECCTE de Bourgogne Franche-Comté, ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Besançon.

Une version sur support électronique est également communiquée à l'unité départementale du Doubs, de la DIRECCTE de Bourgogne Franche-Comté.

Les parties conviennent de solliciter l'extension du présent avenant.

Fait à Morre, le 7 mars 2017.

(Suivent les signatures.)